

Le B20 invite le G20 à adopter des passeports vaccinaux internationaux et une identité numérique



[Source : medias-presse.info]

Par Francesca de Villasmundo

Vous avez cru que la pandémie covidienne avec toutes ses folies liberticides, restrictions drastiques, passes sanitaires et Green Pass vaccinal, était derrière vous ? Que nenni, les puissants de ce monde, réunis à Bali pour le sommet annuel du G20, le groupe de 19 pays « aux économies les plus développées » plus l'Union Européenne, en collaboration avec le B20, The Business 20, le forum officiel de dialogue du G20 avec le monde des affaires, vous tiennent et ne veulent pas vous lâcher. La transformation du monde doit s'opérer que les peuples le veuillent ou non !

Le B20 a ainsi demandé au G20 d'adopter des passeports vaccinaux selon les normes de l'OMS et de promouvoir les systèmes d'identité numérique. Compte tenu du sommet du Groupe des 20 (G20) du 15 novembre, le Business 20 (B20) a tenu son sommet à Bali, en Indonésie, du 13 au 14 novembre.

Le premier jour du sommet B20, le ministre indonésien de la Santé, Budi Gunadi Sadikin, a déclaré que les pays du G20 devraient adopter un certificat de santé numérique « qui utilise les normes de l'OMS » et qu'il faut essayer d'introduire ce type de passeport vaccinal dans « les réglementations sanitaires internationales » lors de la prochaine Assemblée mondiale de la Santé à Genève.

Les futurs déplacements soumis à la détention d'un passeport vaccinal

« Nous avons un certificat de santé numérique reconnu par l'OMS. Si vous avez été vacciné ou testé correctement, vous pouvez vous déplacer », telle est son idée.

« Les pays du G20 se sont mis d'accord sur ce certificat numérique en utilisant la norme OMS et nous le présenterons à la prochaine Assemblée mondiale de la santé à Genève en tant que révision de la législation sanitaire internationale » continue Budi Gunadi Sadikin. « Pour la prochaine pandémie, au lieu de bloquer le mouvement des personnes à 100% [...] il sera possible de garantir un certain mouvement de personnes, de biens et de

l'économie », a-t-il conclu lors du sommet B20.

Avant de devenir ministre indonésien de la Santé, Sadikin a occupé de hauts postes, non pas dans le milieu médical comme on pourrait s'y attendre, mais dans le milieu bancaire : à la Banque de Bali, à la Banque Mandiri, à l'ABN AMRO Bank Indonesia, à PT Bank Danamon et à IBM. C'est étonnant cette volonté des banquiers de contrôler les déplacements des personnes...

'If you have been vaccinated or tested properly, you can move around..
'We will sub [this digital certificate using WHO standard] into the next World Health Assembly.. as the revision to intl health regulation':
Indonesia MoH Budi Sadikin, ex-banker #B20Summit #B20 #DigitalID
pic.twitter.com/mt2XugRhiC

– Tim Hinchliffe (@TimHinchliffe) November 14, 2022

La demande du ministre indonésien de la Santé concernant un certificat sanitaire numérique, qui fait office de passeport pour les vaccins, fait désormais partie des recommandations de politique officielle du B20 au G20.

Selon le communiqué de presse final du *B20 Indonesia 2022*, de 132 pages, dans le chapitre des *Recommandations politiques au G20*, les pays membres devraient « promouvoir de nouveaux échanges et une utilisation stratégique et un partage de la science, de la technologie et des données appropriées pour la détection des crises, créant un cadre de coordination mondial pour l'atténuation future des crises ». En clair, voici écrites quelques-unes des dispositions nécessaires pour mettre en place une gouvernance mondiale à l'échelle supranationale. Un nouvel ordre mondial en somme...

Un Nouvel Ordre Mondial en marche

Ces recommandations politiques comprennent, sans s'y limiter : l'adoption de la documentation numérique des certificats COVID-19 ; la création de directives solides sur la préparation aux urgences sanitaires pour garantir une réponse coordonnée au niveau mondial aux crises futures, renforcées par une infrastructure sanitaire mondiale « toujours active » et rendue possible par la technologie, la mise en place et l'extension de la reconnaissance mutuelle des vaccins covid-19.

Pourtant l'OMS elle-même conteste la fiabilité des vaccins covid-19, et donc des passeports vaccinaux, pour ralentir et contenir une épidémie de coronavirus : en août 2021, elle a publié un guide de 99 pages sur la mise en œuvre de la documentation numérique des certificats COVID-19, alias passeports vaccinaux, indiquant que « un laissez-passer de santé basé uniquement sur le statut de vaccination individuel peut augmenter le risque

de propagation de maladies ».

En effet, il n'a jamais été démontré que les « vaccins contre la covid empêchent la transmission ou l'infection, et il est récemment apparu au Parlement européen que Pfizer n'a jamais testé son produit comme moyen de bloquer la transmission.

Mais bien que ces connaissances soient du domaine public, le B20 continue de recommander des preuves de vaccination comme moyen de voyager.

« Ces passeports vaccinaux servent par nature de forme d'identité numérique » soulignait le Forum économique mondial en février 2022. Et peut-être est-ce bien là l'objectif qui pousse ces puissants à imposer des passeports vaccinaux pour voyager.

« Le G20 devrait soutenir la conception de politiques visant à promouvoir les identités numériques en tant qu'élément constitutif de la confidentialité des données et de la confiance numérique » est d'ailleurs une des recommandations politiques du B20 réuni à Bali en cette année 2022.

Une identité numérique comprend tout ce qui vous rend unique dans le domaine numérique et est un système capable de consolider toutes vos données intimes les plus personnelles, y compris les sites Web que vous visitez, vos achats en ligne, vos dossiers médicaux, vos comptes financiers et les personnes avec lesquelles vous êtes ami sur les réseaux sociaux.

Identité Numérique = crédit social

Ce système d'identité numérique, via le passeport vaccinal universel voulu par le B20 peut donner aux gouvernements et aux entreprises le pouvoir d'inciter, de forcer ou de manipuler autrement le comportement humain au sein d'un système de crédit social.

Les identités numériques peuvent être utilisées pour déterminer quels produits, services et informations sont à la disposition du citoyen lambda et peuvent certainement être utilisées par des organismes publics et privés pour lui refuser l'accès à certains biens. Alors que le B20 promeut cette « recommandation politique » au G20 en soutenant que « le G20 devrait demander aux BMD [Banques multilatérales de développement] d'aider les gouvernements à développer et à mettre en œuvre des systèmes d'identité numérique afin de renforcer l'inclusion », le Forum économique mondial, qui ne cache plus son but de contrôle admet :

« Cette identité numérique détermine les produits, services et informations auxquels nous pouvons accéder – ou, au contraire, ce qui nous est exclu ».